

L'INDÉPENDANT

DES BASSES-PYRÉNÉES

JOURNAL RÉPUBLICAIN PARAISSANT TOUS LES JOURS EXCEPTÉ LE DIMANCHE

TÉLÉPHONE 0.33

TÉLÉPHONE 0.33

ABONNEMENTS :

	3 Mois	6 Mois	1 An
Pau, département et limitrophes.....	6 fr.	10 fr.	20 fr.
Autres départements.....	6 fr. 50	12 fr.	24 fr.
Étranger.....	10 fr.	18 fr.	36 fr.
Maires et Instituteurs des Basses-Pyrénées.....	8 fr.	16 fr.	

RÉDACTION & ADMINISTRATION : 11, Rue des Cordeliers, PAU.

Rédacteur en chef : OCTAVE AUBERT

La direction politique appartient au Conseil d'Administration de L'INDÉPENDANT

Tout ce qui concerne les Abonnements et les Annonces doit être adressé à PAU à M. Georges HAURET, Administrateur-Comptable, A PAU, aux diverses Agences pour les Annonces.

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES :

Annonces judiciaires.....	20 fr. la ligne.
Annonces ordinaires.....	30 -
Réclames.....	30 -
Chronique locale ou Faits divers.....	1 franc.

Les Annonces de durée se traitent à forfait.

Nouvelles Officielles.

Jeudi 21 Mars (Matin).

Activité intermittente de l'artillerie entre Miette et Aisme, ainsi qu'en Champagne, assez violente sur la rive droite de la Meuse et en forêt de Parroy.

En Woëvre, dans la région du bois Brûlé, les Allemands ont lancé aujourd'hui une forte attaque sur nos positions. Après un vif combat, nos troupes ont rejeté les fractions ennemies qui avaient réussi à prendre pied dans quelques-uns de nos éléments avancés.

D'après des renseignements complémentaires, l'attaque ennemie déclinée ce matin, dans la région de Souain, a été menée par deux bataillons de troupes d'assaut qui ont subi des pertes très lourdes et essuyé un échec complet.

Rien à signaler sur le reste du front.

AVIATION. — Hier, le mauvais temps et la brume ont gêné les opérations aériennes, sur tout le front.

D'après les renseignements recueillis, il se confirme que 6 avions et un ballon captif allemands, signalés comme endommagés au cours des combats des jours précédents, ont été réellement détruits par nos pilotes, les 7, 8, 12, 17 et 18 mars.

Hier et avant-hier, nos bombardiers ont lancé, tant de jour que de nuit, 13,000 kilogrammes de projectiles sur les établissements, terrains d'aviation, cantonnements et gares de la zone ennemie. Plusieurs explosions et deux incendies ont été observés dans les bâtiments bombardés.

Dans la journée du 18 Mars, le sous-lieutenant Demouidra a abattu son 10^e avion ennemi.

ARMEE D'ORIENT

19 Mars. — Activité d'artillerie à l'ouest du lac Doiran, dans la région du Dobropoldje et autour de Monastir.

Les aviations anglaises et françaises ont effectué des opérations de bombardement dans la vallée du Vardar et dans la région des Laas.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

(Après-midi). — Des coups de main tentés par l'ennemi, la nuit dernière, vers Fauquissart, ont été aisément repoussés par les Portugais.

Auou autre événement important à signaler en dehors de quelque activité des deux artilleries dans le secteur de Passchendaele.

20 Mars. — Les détachements ennemis qui attaquèrent, la nuit dernière, deux de nos postes au sud de Passchendaele et au nord de Poelcapelle, ont été partout rejetés, laissant des prisonniers entre nos mains et un certain nombre de morts devant nos tranchées.

Activité de l'artillerie allemande, au cours de la journée, au nord du canal de La Bassée, vers le bois Grenier et vers Passchendaele.

Jeudi (Soir).

Au nord de l'Ailette, nous avons réussi un coup de main sur les lignes ennemies aux abords de Bouconville et ramené une dizaine de prisonniers.

Vers la fin de la nuit, bombardement intense et soutenu des secteurs au nord et au sud-est de Belms, ainsi qu'en divers points du front de Champagne.

Dans cette dernière région, les Allemands ont prononcé plusieurs tentatives qui sont restées infructueuses, notamment dans le secteur des Hurlus, la région de Souain et vers la route de St-Souplay.

Sur la rive droite de la Meuse, le bombardement de nos positions, a pris une grande violence, hier, en fin de journée, et a été suivi d'une forte attaque entre le bois des Caurières et Bezonvaux.

Après un violent corps à corps, nos troupes ont rejeté l'ennemi des quelques points où il avait pénétré au premier abord. Des prisonniers sont restés entre nos mains.

En Lorraine, les Allemands ont obtenu un complet échec dans la région de Nomeny. Les détachements d'attaque lancés, vers 11 h. 30, après une vive préparation d'artillerie, ont été repoussés par nos feux et ont subi des pertes sérieuses, sans aucun résultat.

De notre côté, nous avons réussi une incursion vers Armaucourt et fait des prisonniers.

Nouvelles de la Guerre.

LA QUESTION DES NAVIRES HOLLANDAIS

La Haye. — On apprend que les conditions proposées hier par M. Louden aux Etats-Unis ont été mises à l'acceptation des demandes des puissances alliées ne seront probablement pas acceptées, sans peut-être celle relative à l'armement des navires.

Les Etats-Unis ordonnent la saisie des navires hollandais.

New-York. — Le gouvernement a donné des instructions pour que la saisie des navires hollandais opérés dans les ports des Etats-Unis soit effectuée dans les vingt-quatre heures, quelle que soit la réponse de la Hollande aux demandes de l'Entente.

L'ordre de saisie sera donné dès qu'aura été reçu un télégramme du ministre des Etats-Unis à La Haye.

Inquiétudes de la presse Hollandaise.

Amsterdam. — Commentant la décision prise par le gouvernement au sujet de la question du tonnage, le « Nieuwzvan » dit :

« Cette décision causera une douleur surprise en Hollande. Le gouvernement a cédé et a abandonné la ligne juste à laquelle il avait adhéré avec tant de courage et de zèle durant la guerre. »

Cette action peut avoir des conséquences importantes pour notre pays. Le journal exprime ses plaintes concernant les fournitures de charbon et de minerai qui, jusqu'ici, provenaient de l'Allemagne. Il soupçonne des influences du Parlement même n'aurait pas eu connaissance.

L'Allemagne n'a pas suspendu ses envois de charbon à la Hollande.

Bâle. — Selon la « Gazette de Cologne », l'information d'un journal hollandais disant que l'Allemagne a déjà arrêté les exportations de charbon à destination de la Hollande est inexacte.

Le chantage allemand sur la Hollande.

Bâle. — On mande de Berlin à la 8^e mi officielle « Strassburger Post » que les communications faites aux Etats-Unis par M. Louden, ministre des affaires étrangères, montrent déjà que la Hollande est à la veille de se départir en faveur de l'Entente de la stricte neutralité qu'elle a observée jusqu'ici.

« Cela crée une nouvelle situation. La Hollande doit maintenant attendre que nous présentions les demandes que nous n'avons pas présentées auparavant et que nous n'aurions pas faites si la Hollande avait gardé la neutralité. »

LA CRISE POLITIQUE EN ESPAGNE

M. Garcia Prieto maintient sa démission.

Madrid. — Le roi, après avoir reçu M. Garcia Prieto, qui lui a fait connaître sa démission, a fait appeler M. Grolard, président du Sénat, et M. Villanueva, président de la Chambre. Un cabinet de concentration impossible. Après la séance de la soirée, il est impossible de penser à la formation d'un cabinet de concentration. Il est indispensable qu'un homme énergique rétablisse une situation normale et rétablisse au Parlement, qui, à en juger d'après les faits d'aujourd'hui, est indiscipliné.

La première séance de la nouvelle

Chambre.

Madrid. — La première séance de la Chambre, commencée hier à quatre heures et demie, fut interrompue à sept heures un quart, par l'annonce officielle de la démission du cabinet Prieto. A sept heures un quart, les ministres des finances et de Fomento prenaient place sur le banc ministériel auprès de leurs collègues, et M. de Silveira, ministre de l'Instruction publique, qui n'avait pas abandonné la séance. Le ministre de Fomento, M. Alcalá Zamora, demanda ensuite la parole et annonça à la Chambre la démission totale du cabinet. La séance fut immédiatement levée par le président Villanueva, au milieu des protestations des députés de l'extrême-gauche. La première séance a été consacrée à l'élection du président, du vice-président et du secrétaire. Mais, au moment où le président élu, M. Villanueva, venait de prononcer une brève allocution, le ministre de Fomento prit la parole pour annoncer la crise totale.

LA PAIX AVEC LA ROUMANIE

M. Marghiloman partisan d'une alliance avec les empires centraux.

Bâle. — Selon les journaux de Vienne, le nouveau président du conseil roumain, M. Marghiloman, cherche à amener une alliance de la Roumanie avec les empires centraux.

Le serment des jeunes recrues.

Jassy. — Le roi Ferdinand est parti pour Huestia, afin d'assister à la prestation de serment des jeunes recrues.

EN RUSSIE

Les bolcheviks resteront au pouvoir.

Petrograd. — M. Lenine a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de former un cabinet de coalition.

Les commissariats devenus vacants par suite de la notification du traité de paix seront confiés à des bolcheviks.

Les patriotes traqués.

Petrograd. — Le conseil des commissaires a fait arrêter le commissaire de la marine Dybenko, qui a tenté de créer un mouvement d'opposition à la ratification du traité de paix.

Un corps de volontaires japonais

en marche vers Biakovoshtenk.

Tokio. — A la suite des événements qui se sont produits à Biakovoshtenk, un corps de volontaires japonais se dirige à marche forcée vers cette ville, venant de Teitaihar, où il a été constitué.

EN AUTRICHE

Effervescence dans l'armée

et dans la flotte.

Zurich. — A la fin de février, l'empereur Charles lançait un ordre annonçant qu'il prenait lui-même la direction de la marine et s'adjoignait dans ce but un amiral qui cesserait d'être responsable devant les délégations parlementaires. Le « Pestl Naplo » assure que cette mesure est due aux événements qui se sont déroulés récemment dans la flotte. On se souvient, en effet, qu'il n'y a pas longtemps un navire de guerre austro-hongrois s'est rendu aux Italiens. Depuis, des troubles très graves ont éclaté dans tous les ports de l'Adriatique.

L'effervescence semble également gagner les forces militaires de l'intérieur. C'est ainsi que l'état de siège a été proclamé en Bosnie-Herzégovine, où les troupes yougoslaves de Metov ont refusé de tirer sur les manifestants. Cette rigueur vient d'être étendue à trois arrondissements de la Croatie limitrophes de la Dalmatie.

Le service civil obligatoire.

Bâle. — On mande de Vienne : Le gouvernement a déposé un projet de loi sur le service civil obligatoire.

DERNIERE HEURE

(Service spécial de L'INDÉPENDANT.)

Jeudi (4 heures).

AU SUJET DES NAVIRES HOLLANDAIS

Amsterdam. — Les Etats-Généraux ont accepté l'ultimatum des Alliés à une faible majorité. La situation du gouvernement serait menacée.

L'INTERVENTION DU JAPON

Tokio. — A la suite des événements qui se sont produits à Biakovoshtenk, un corps de volontaires japonais se dirige vers cette ville, en marche forcée.

M. ORLANDO CONFERE

Rome. — Dès son retour de Londres M. Orlando a conféré longuement avec l'ambassadeur Barrère.

LA REPONSE AUX RAIDS SUR PARIS

Dégâts énormes à Mannheim.

Genève. — Le raid anglais de lundi sur Mannheim a causé d'énormes dégâts. Plusieurs quartiers de la ville ont brûlé pendant des heures entières. Des gazomètres, des poudrières ont sauté. Le nombre des victimes serait considérable.

Les journaux du sud de l'Allemagne continuent leur campagne contre les représailles mais Berlin, temporairement à l'abri, refuse de négocier avec les alliés.

LES EXIGENCES DE CZERNIN

Bâle. — Suivant un programme de dernières exigences, Czernin demande l'annexion de toute une bande de territoire située sur le Danube, près de Gheitramar. Ce territoire serait constitué en pays de couronne, avec Tarau-Severin comme capitale.

Czernin exige en outre, l'annexion de deux autres bandes, une en face de Predeal, de 80 milles de longueur sur 50 milles de large ; l'autre près d'Onca de 140 milles de longueur sur 20 milles de large.

KERENSKY A CHRISTIANIA

New-York. — Selon des nouvelles de Norvège, M. Kerensky serait arrivé à Christiania.

L'ESPIONNAGE AUX ETATS-UNIS

Washington. — L'enquête sur les quatre inculpés, les dames Storch et Nix, le baron de Beville et le comte de Clairmont, convainqui le ministère de la justice qui les classe comme indésirables et non comme espions. Ils seront déportés.

L'ARMISTICE AVEC LA ROUMANIE

Genève. — Le communiqué allemand annonce que l'armistice avec la Roumanie qui, d'après le traité, expirait le 19 mars, a été prolongé jusqu'au 22 mars, à minuit.

Le commerce des engrais.

Le manque de main-d'œuvre et la rareté des engrais sont les causes principales de la crise alimentaire. J'ai montré qu'on pourrait progressivement et méthodiquement suppléer au manque de bras par la métoculture. Pour les engrais, il n'y a pas d'autre solution que d'en fabriquer chez nous ou d'en importer, si l'on veut donner à la terre une nourriture suffisante pour qu'elle reste fertile.

La succession de récoltes moyennes. Mais la terre s'use et il s'agit de lui rendre ce qu'elle a perdu et aussi d'accroître la fécondité. Les engrais ne recréent pas la terre, mais ils la ramènent et la tonifient. Suivant Hall, dont nous acceptons l'exemple et la théorie sans discussion, une récolte de blé en terre pauvre se trouve souvent doublée par l'application de 250 kilogrammes de soude par hectare, c'est-à-dire par l'addition de 38 kilos grammes d'azote à un sol qui en renferme déjà dans les 23 centimètres supérieurs, plus de 2.000 kilos par hectare. Cette théorie,

dit M. le sénateur Chauveau, consacre implicitement la toute puissante efficacité des travaux aratoires et des façons de cultures. C'est vrai, mais elle met en relief l'importance de l'aménagement des terres et de l'utilisation des engrais.

Le rendement des meilleurs terres cultivées avec soin en blé et en céréales a causé une déception très grande depuis que les engrais sont devenus rares et chers. Il faut donc, à tout prix, restaurer nos terres et leur faire produire le maximum.

A propos du sucre, j'écrivais il y a quelques mois que les nitrates, les sels de potasse, l'acide phosphorique étaient importés à des prix exorbitants et généralement quadruples des prix pratiqués au début de la guerre. J'ajoutais qu'il était nécessaire que, par un nouveau sacrifice de l'Etat, les engrais soient mis à la disposition de l'agriculture à un prix modéré. L'équilibre supérieur au prix d'avant-guerre, trente francs, par exemple : je disais aussi qu'il faudrait très vigoureusement contrôler l'emploi de ces engrais exigés des cultivateurs non seulement une déclaration préalable, mais encore l'obligation d'employer les engrais mis à leur disposition.

Vers le même temps, M. Cosnier faisait voter par le Congrès radical et radical-socialiste, tenu à Paris, un vœu demandant que l'Etat favorisât la fabrication et l'importation de tous les engrais et matières premières nécessaires, et que leur transport à travers la France ne rencontrât aucun obstacle et fût effectué rapidement.

La fabrication ? Alors que l'azote est si nécessaire au blé, nous n'avons pas appris, comme les Allemands, à extraire des nitrates de l'air ; ou plutôt, chez nous, cette opération n'est guère sortie des laboratoires. Nous devons attendre nos engrais du dehors, et à quels prix !

M. Fernand David cependant avait fait à l'agriculture de mirifiques promesses. Pour mieux faire que l'industrie privée, le gouvernement a voulu organiser officiellement le commerce des principaux engrais : nitrate, sulfate d'ammoniaque, scories de déphosphoration. Il a voulu se charger de l'achat et de l'importation, il a créé le contrôle, la réquisition, la distribution, la taxation.

« Nous importerons du Chili environ 100.000 tonnes de nitrate de soude », disait le ministre au mois de novembre dernier. Pour le sulfate d'ammoniaque, M. Fernand David en promettait 45.000 tonnes à l'agriculture, soit la moitié de la consommation d'avant la guerre.

Puis les circulaires ont confessé que M. David avait trop promis. Pour le nitrate, l'importation est difficile, presque impossible ; pour le sulfate d'ammoniaque, il faudrait se contenter de peu. Ensuite, on a publié de pitoyables statistiques : les disponibilités pour ce printemps sont de 15.500 tonnes de nitrate, 6.800 de sulfate d'ammoniaque et 20.520 de scories de déphosphoration. Ces quantités sont insignifiantes et ne pourront provoquer qu'un très faible effet sur la production générale. Or, ces riches ressources n'ont pas été importées, mais simplement réquisitionnées. Elles auraient été livrées aux agriculteurs tout simplement par les commerçants, si l'Etat n'était pas intervenu. Et si le commerce avait été libre, il n'aurait pas eu de la peine à importer plus que l'Etat qui n'a rien introduit du dehors, autant par infirmité que par la faute des sous-marins.

L'Etat, n'importe pas, pouvait produire. La guerre devait activer la production du sulfate d'ammoniaque nécessaire à l'agriculture. Mais on s'est bien gardé, dans nos grands établissements métallurgiques, de munir les cokeries et les gazogènes d'appareils pouvant récupérer cette matière précieuse pour nos récoltes. Des nuages d'ammoniaque sont perdus dans l'air, nos usines de guerre absorbent tout le nitrate, et nos terres manquent de l'élément nécessaire au blé comme

zote, qui est le pain à l'homme. « Le Service des produits chimiques agricoles » se borne, après avoir réquisitionné le nitrate, le sulfate d'ammoniaque et les scories de commerce français, à en organiser la répartition. Après quoi, il triomphe parce qu'il a vaincu la spéculation.

Cette répartition avait été attribuée à chacun que des contingents ridicules. Si l'importation, la fabrication et la vente des engrais étaient restées libres, l'agriculture aurait été bien mieux pourvue. On en a eu la preuve les précédentes années ; et encore aujourd'hui, il est bien facile de remarquer que les engrais non réquisitionnés, comme les superphosphates, sont, malgré le méprisement de l'acide sulfurique, bien plus abondants que les produits dont s'occupe l'Etat. Par

exemple, la statistique de ce printemps accuse un approvisionnement de quatre cent mille tonnes.

D'autres engrais, librement fabriqués et vendus, sont à la disposition de l'agriculture : ce sont des produits à effet incertain et à dosage bas, dont le prix hausse sans cesse en l'absence des fertilisants de réelle valeur.

Encore une fois, on doit conclure que le régime de la liberté est été préférable à celui de l'intervention abusive de l'Etat. Celui-ci est rempli de bonnes intentions, mais il n'a réussi que ses intentions, mais il n'a réussi que quand il se mêle de l'industrie et du commerce ; au lieu de multiplier les produits, il les fait disparaître. Son rôle est d'encourager les initiatives et non de les paralyser. Parmi celles qui méritent l'attention des pouvoirs publics et du Service des produits chimiques agricoles, en particulier, je citerai le procédé expérimenté en Italie et en Angleterre, qui consisterait à économiiser considérablement les azotates, tout en obtenant un rendement plus grand. Les nitrates précieux se perdent en partie dans la terre et donnent une vigueur nouvelle aux herbes parasites. En fixant par un bain dosé et approprié le nitrate sur la semence, de façon à favoriser la germination du grain et son développement, on éparpillera l'engrais et on augmentera la récolte. On m'a assuré que le ministre français songe à favoriser des essais en ce sens. Il faudrait l'en féliciter, mais que vont dire les bureaux ?

Octave AUBERT.

LES DEUX VOIX.

Du « Temps » :

La déclaration de l'Entente et le discours du chancelier allemand paraissent le même jour, terminant la campagne politique de l'hiver. Chacune de ces manifestations publiques succède à d'importantes délibérations. A Londres, les chefs de gouvernements alliés ont conféré pendant trois jours. A Berlin, l'empereur a consulté le maréchal Hindenburg et même temps que le comte Hertling. Aïso chaque camp, ayant pesé ses devoirs et ses responsabilités, a exprimé spontanément sa pensée. Le choc de ces deux pensées éclairées : la situation.

La paix allemande n'est, à l'est, conclue par des Ukrainiens sans mandat, par des bolcheviks, qui ont signé sans titre, par des Roumains, accablés d'ultimatum. L'Entente avait à apprécier cette paix. L'Allemagne avait à l'expliquer.

Le jugement de l'Entente est ferme et clairvoyant. Peut-être s'est-on figuré parfois, à Berlin et surtout à Vienne, que les nations d'Occident abandonneraient l'Europe orientale aux Austro-Allemands, afin de traiter elles-mêmes à meilleur compte. Mais aucun de nous n'a jamais fait ce calcul aussi dégradant que l'allemand. Nous restons solidaires des peuples que l'Allemagne asservit. Toutes les libérations s'enchaînent, dit la déclaration des alliés.

Ce n'est pas que nous refusions de voir les fautes de la Russie. La déclaration des alliés dénonce le « mouvement d'aberration » qui a désarmé les Russes, et elle fait bien. Comment voudrait-on exhorter les autres peuples à la persévérance et au sacrifice, si l'on n'avait que des mots indigents pour celui qui a renoncé à se défendre ? Mais l'aberration de 1917 ne nous fait pas oublier l'héroïsme de 1914, de 1915 et de 1916. Ce passé est la garantie de l'avenir, et nous croyons que la tyrannie allemande sera l'école de patriotes russes. Traqués ou exilés, les hommes qui forment l'élite de la Russie regardent doucement leur pays demeuré par la paix allemande — par cette paix criminelle dont on ne connaît peut-être pas encore toutes les clauses. Les alliés leur disent : « Ces sortes de paix, nous ne les connaissons pas, nous ne voulons pas les connaître. »

Tandis que les alliés restent fidèles, les nations qui souffrent et aux principes de ce « droit organisé » qui peut seul assurer une véritable paix, que dit le comte Hertling ? L'Allemagne, certes, n'est plus en danger du côté de l'est, et rien ne l'empêcherait de donner des garanties aux peuples qui sont sous sa main. Quelles garanties le chancelier lui apporte-t-il aux habitants de la Lituanie, de la Courlande, de la Livonie, de l'Estonie ? Aucune !

Aux habitants de tous ces « territoires limitrophes », le discours du chancelier apprend qu'une chose. Ils sont condamnés à vivre « sous la puissance protectrice de l'empire allemand », et ils ne seront autorisés à choisir leurs institutions que sous cette réserve : l'Allemagne élastique : « Les intérêts allemands étant naturellement sauvegardés. » C'est le dit vigoureusement la déclaration des alliés, ce sont là des garanties d'hygiène, ce sont le titre seul d'annexion des « provinces banni ».

